

JUGEMENT
N° 166/020/CACPC/TCC
du 28 OCTOBRE 2020

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2020/0677

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION
ET DES PETITES CREANCES

TCHIBOZO Yolande

C/

La Caisse Locale de Crédit
Agricole Mutuel (CLCAM)
de Cotonou

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **Eric ASSOGBA et Chimène ADJALLA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : 22 juillet 2020

Jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort, prononcé le 28 octobre 2020.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

**OBJET : Opposition à
injonction de payer
avec assignation en
délai de grâce**

TCHIBOZO Yolande, Commerçante, de nationalité béninoise,
demeurant et domiciliée au quartier Gbégamey ;

D'UNE PART

DEFENDERESSE :

La Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel (CLCAM) de Cotonou, ayant son siège à Ménontin dans la Commune de Cotonou, 03 BP 3397, pris en la personne de son Directeur, monsieur AZONNOUDO Rock, demeurant et domicilié ès-qualités audit siège ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

TCHIBOZO Yolande a, suivant exploit en date du 11 juin 2020, attrait la Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel (CLCAM) de Cotonou et le greffier en chef du tribunal de commerce de Cotonou devant le Président de ladite juridiction, en opposition à l'ordonnance d'injonction de payer n° 0172/2020 du 22 mai 2020 ;

Elle expose qu'elle doit à la CLCAM la somme d'un million huit cent soixante-treize mille (1.873.000) FCFA ;

Qu'elle n'a pu payer en raison du décès subit de son époux et de diverses difficultés rencontrées ;

Qu'elle sollicite un délai de grâce de douze (12) mois pour se libérer ainsi que l'exécution provisoire de la présente décision ;

La CLCAM de Cotonou n'a pas été représentée à l'audience et n'a pas fourni d'observations, bien qu'ayant reçu l'assignation au secrétariat de son siège social ;

La présente décision est donc réputée contradictoire ;

SUR L'OPPOSITION A L'ORDONNANCE D'INJONCTION DE PAYER

Attendu qu'aux termes de l'article 9 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, « *le recours ordinaire contre la décision d'injonction de payer est l'opposition. Celle-ci est portée devant la juridiction compétente dont le président a rendu la décision d'injonction de payer. L'opposition est formée par acte extra-judiciaire* » ;

Attendu, par ailleurs, que l'article 173 alinéa 1er du code de procédure civile dispose que « *l'incompétence peut être prononcée d'office en cas de violation d'une règle de compétence d'attribution. Elle ne peut l'être qu'en ce cas* » ;

Attendu qu'en l'espèce, TCHIBOZO Yolande a porté son opposition devant le Président du tribunal de commerce de Cotonou, cependant que l'article 9 susvisé énonce que ce recours doit être porté devant la juridiction dont le Président a rendu l'ordonnance d'injonction de payer, en l'occurrence le tribunal de commerce de Cotonou;

Qu'en saisissant le Président du tribunal de son recours contre l'ordonnance d'injonction de payer, au lieu de la porter devant le tribunal, la demanderesse a violé une règle de compétence d'attribution qu'il convient de relever d'office en se déclarant incompétent ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

Se déclare incompétent ;

Renvoie TCHIBOZO Yolande à mieux se pourvoir ;

La condamne aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT